I. AVANT PROPOS

L'année 2021 constitue une année singulière.

Elle a été marquée par un changement de gouvernement et une période de gestion des affaires courantes durant laquelle l'Etat a été amené à arrêter le budget primitif de la Nouvelle-Calédonie.

Ce budget primitif a pris en compte les dépenses obligatoires et essentielles au maintien du service public assuré par la Nouvelle-Calédonie.

Les dépenses d'investissement ont été réduites aux seuls besoins liés aux chantiers en cours. L'assiette de répartition des dotations aux collectivités a été maintenue à un niveau équivalent à celle de l'exercice 2020 par le biais de l'affectation d'un reliquat disponible du prêt AFD contracté en mai 2020 (7,6 milliards XPF). Une subvention exceptionnelle de l'Etat (9,7 milliards XPF) a permis de financer les mesures permettant à la Nouvelle-Calédonie d'essayer de conserver son statut de Covid-Free et d'atténuer l'impact des mesures de confinement mises en œuvre.

Ce budget primitif a été défini avec des marges de manœuvre très restreintes ne permettant pas de couvrir l'intégralité des besoins annuels liés aux comptes sociaux et en particulier au fonctionnement des hôpitaux publics. Le surcroît de dépenses exceptionnelles liées à la crise épidémique déclenchée en septembre 2021 par l'introduction en Nouvelle-Calédonie du variant Delta n'a pas pu être également appréhendé dans ce cadre.

Dans une situation d'urgence sanitaire et financière, 3 décisions modificatives ont été adoptées par les élus du Congrès en fonction des ressources disponibles.

Des prêts à taux zéro consentis par 3 établissements publics (OPT, Port Autonome, Fonds nickel) d'un montant total de 4,5 milliards XPF ont permis de financer les dotations globales de fonctionnement des hôpitaux publics et d'éviter une rupture de trésorerie très préjudiciable d'un point de vue sanitaire et social.

Les dépenses de fonctionnement et d'intervention de la collectivité ainsi que les crédits d'investissement nécessaires à la poursuite des chantiers en cours ont pu être réajustés en DM2 et une subvention exceptionnelle de l'Etat (4,773 milliards XPF) a permis d'assumer l'ensemble des mesures sanitaires, sociales et économiques mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise épidémique en toute fin d'année.

I. ANALYSE DU BUDGET PROPRE

A. Le résultat de l'exercice 2021

L'exercice 2021 se termine sur un résultat positif de 5 126 millions avec un résultat cumulé de 757 MF.

Le résultat cumulé 2021, qui correspond au fonds de roulement de la collectivité, s'élève à 757 millions. Il faut rappeler que le maintien d'un fonds de roulement satisfaisant est vital pour une collectivité, tant pour éviter les tensions de trésorerie, que pour appuyer ses demandes de financement bancaires. En 2021, il **permet de couvrir 4 jours de dépenses** (soit une baisse de 6 jours par rapport au CA 2020), **il reste en deçà de la norme recommandée par les caisses prêteuses qui s'établit entre 30 et 60 jours.** Il est à souligner par ailleurs, qu'en 3 ans, le fonds de roulement a baissé de 20 jours (soit -2,5 milliards).

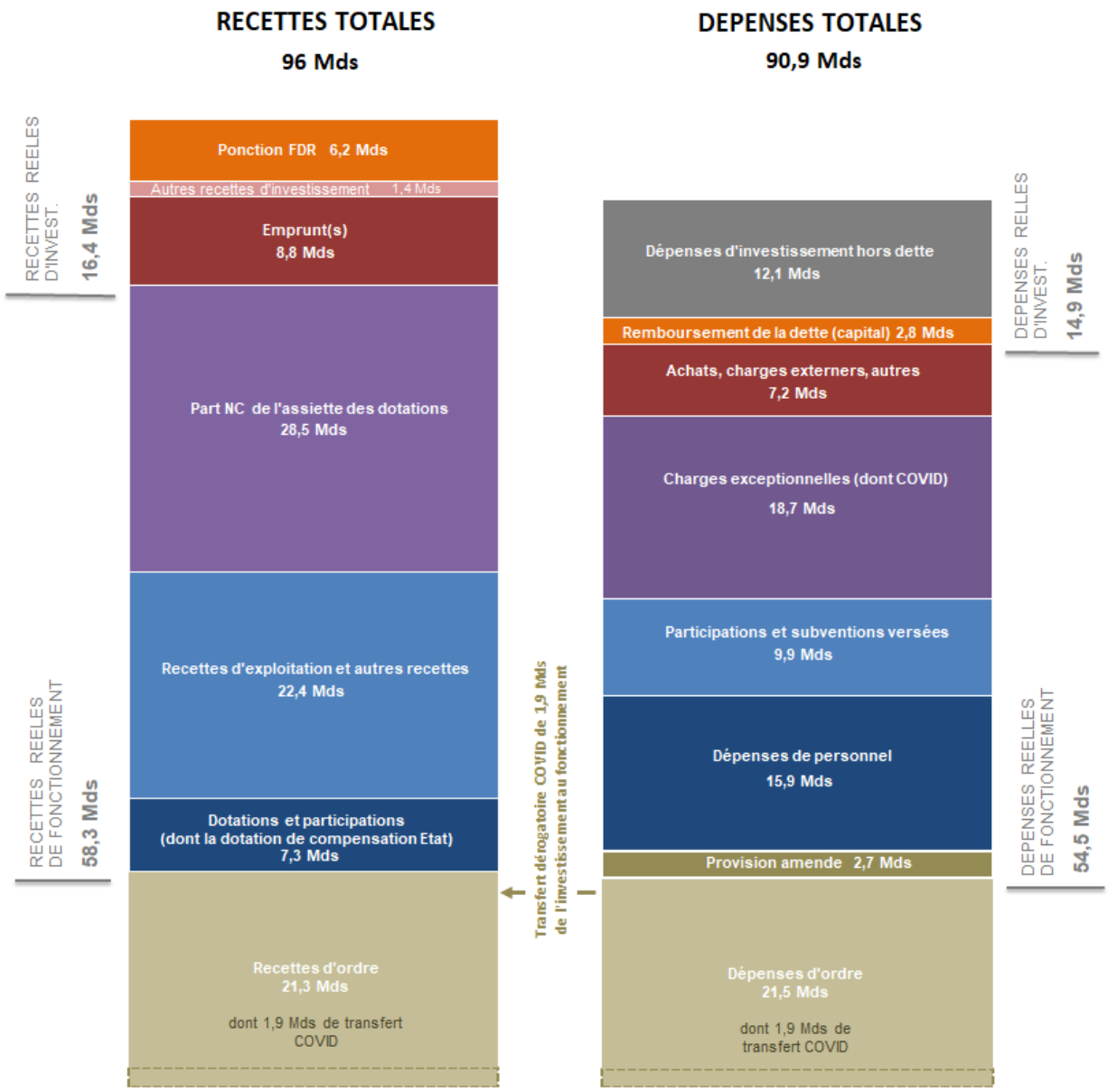
Les restes à réaliser en dépenses de 2021 s'élèvent à 973 millions dont 822.5 millions en fonctionnement et 150,5 millions en investissement.

Les restes à réaliser en recettes de 2021 s'élèvent à 465,8 millions dont 28,9 millions en fonctionnement et 436,9 millions en investissement

Ainsi les restes à réaliser nettes sont d'un montant de 507.2 millions.

Le résultat cumulé 2021 (757 millions) est donc suffisant pour financer les restes à réaliser. Ainsi, l**e résultat après financement des restes à réaliser s'élève à 249,9 millions, il correspond au réel excédent disponible pour l'affectation des résultats en 2022.**

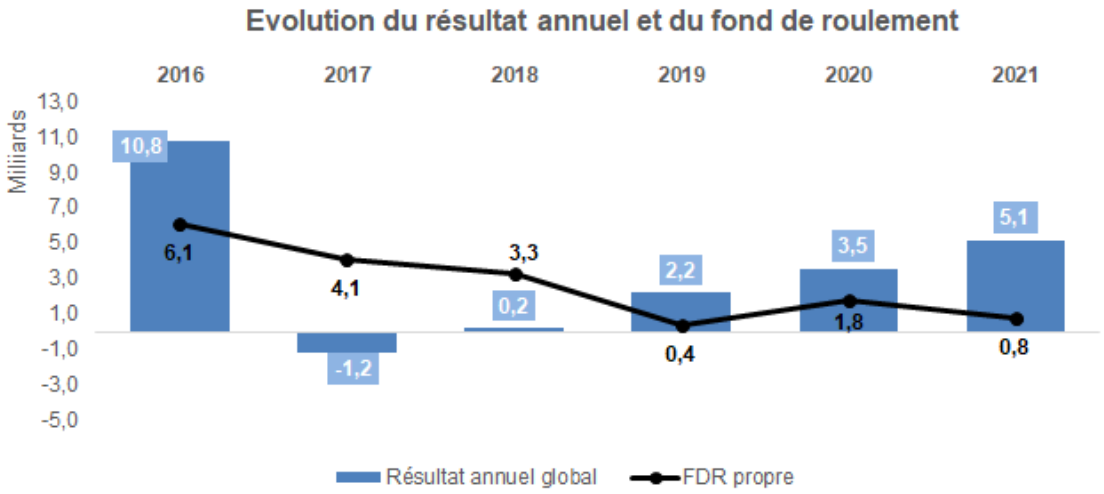
Présentation des grandes masses



Le résultat de la collectivité s'établit à 5 126 MF en 2021, en nette progression par rapport au résultat 2020 qui était de 3 514 MF, soit une hausse de 1 612 MF.

Cette augmentation est essentiellement due à :

- ✔ A la baisse des dépenses réelles de fonctionnement en 2021 (54,5 milliards contre 56,2 milliards en 2020), et en particulier suite à la diminution des participations et subventions qui s'élevait en 2021 à 9,9 milliards contre 20,6 milliards en 2020 (dont 9,1 milliards pour le COVID).
- ✔ A la stabilisation des recettes de fonctionnement propre (hors financement), 41,8 milliards en 2021 et 41,7 milliards en 2020.
- ✔ Une baisse des dépenses de personnel de 69 millions par rapport à 2020 (-0.4%),
- ✔ Une baisse des achats et charges externes de 449 millions sur l'exercice soit -6.8% par rapport à 2020.
- ✔ A l'augmentation des produits exceptionnels de +14,9 milliards en 2021 par rapport à 2020 (dont 14,6 milliards, subvention de l'Etat concernant le COVID).
- ✔ Un résultat d'investissement déficitaire en 2020(-4 milliards) devenant excédentaire en 2021 (910 millions). Cette amélioration provient essentiellement de la baisse des dépenses totales d'investissement soit -22% (32 milliards en 2021 contre 41 milliards en 2020).
  Cependant, les recettes d'investissement diminuent de 50% par rapport à 2020.En effet, le prêt AFD « COVID » d'un montant de 25 milliards a été versé en 2020.



Les recettes totales de la collectivité s'élèvent à 96 milliards dont la plus grande partie est issue de la dotation de répartition (28,5 milliards) et des produits exceptionnels comprenant la subvention exceptionnelle de l'Etat destinée au financement du programme de lutte contre la crise sanitaire mondiale (14,6 milliards). Les autres recettes sont principalement composées :

- ✔ des dotations versées à la Nouvelle-Calédonie pour 7,3 milliards, dont la dotation de compensation versée par l'Etat pour 6,4 milliards ;
- ✔ des recettes d'emprunt pour 8,8 milliards, emprunt AFD COVID-19 : 4,3 milliards (3,7 milliards reliquat de l'emprunt de 28,6 milliards et 596 millions pour le financement de l'investissement), prêt à taux zéro OPT 3 milliards, du port autonome 1 milliard et 500 millions du fonds nickel ;

- ✔ des recettes exceptionnelles pour 16,2 milliard, dont un versement d'une subvention de l'Etat de 14,6 milliards, et dividende OPT pour 812 millions;
- ✔ des autres recettes de fonctionnement pour 2,7 milliards : cette catégorie regroupe plusieurs types de recettes dont les produits d'exploitation générés par la collectivité pour 2,5 milliards (frais de gestion, mise à disposition de personnel, redevances afférentes aux véhicules automobiles, etc.), les impôts et taxes (amendes forfaitaires, participations des employeurs à la formation, etc.), les dividendes reçus de la BCI et d'ENERCAL (174 millions), les loyers, etc… ;
- ✔ des autres recettes d'investissement pour 1,4 milliard. Il s'agit principalement de subventions pour 1,2 milliard provenant pour une grande part de l'Etat (extension du musée pour 381 MF, du plan de développement de la sécurité civile pour 359 MF...) mais également du FEI pour 108 MF et dans une moindre mesure des subventions de collectivités et des EP (49,5 MF provinces pour le fonds audiovisuel).

.

Les dépenses totales de la collectivité s'élèvent 90,9 milliards, dont 69,4 milliards de dépenses réelles (54,5 milliards en fonctionnement et 14,9 milliards en investissement). Elles se composent essentiellement :

- ✔ des participations et subventions pour 9,9 milliards
- ✔ des charges de personnel qui représentent 15,9 milliards, soit 46% des dépenses réelles ;
- ✔ des dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) pour 12 milliards dont la créance de 8 milliards accordée à la CAFAT pour le financement du dispositif de chômage partiel et RUAMM, et les dépenses d'équipement (travaux pour tiers compris) de 4 milliards. Ce poste connaît une nette diminution par rapport à 2020 qui s'élevait à 6 milliards (-33%), suite, à la non réalisation de certains investissements ;
- ✔ des achats et charges externes pour 6,1 milliards en baisse de 7% (6,6 milliards en 2020) ;
- ✔ du remboursement de la dette en capital pour 2,8 milliards +5% par rapport à 2020.
- ✔ des charges exceptionnelles, dont des dépenses logistiques COVID 10,6 milliards, subvention RUAMM 5 milliards.

B. Analyse du fonctionnement

en MF.CFP

FONCTIONNEMENT PROPRE	2018	2019	2020	2021	variation (val) 2020-2021	variation (%) 2020-2021
Recettes d'exploitation	2 003	2 691	2 684	2 493	- 191	-7%
Recettes fiscales	553	645	471	3 334	2 863	608%
Dotations et participations	7 627	8 286	8 665	7 316	- 1 349	-16%
Part NC de l'assiette de dotations	28 528	27 614	29 739	28 517	- 1 222	-4%
Produits financiers	556	540	541	224	- 317	-59%
Produits exceptionnels	4 750	518	1 261	16 171	14 910	1182%
dont subventions COVID				*14 560*	*14 560*	*100%*
Autres recettes	134	233	151	205	54	36%
Recettes mixtes et ordre	605	509	24 464	4 721	- 19 743	-81%
dont transfert recette emprunt COVID	-	-	*23 640*	*1 920*	- *21 720*	*-92%*
Recettes	**44 756**	**41 036**	**67 976**	**62 982**	**- 4 994**	**-7%**
	-				-	
Dépenses de personnel	15 774	16 105	15 973	15 904	- 69	0%
Achats et charges externes	8 071	7 717	6 619	6 170	- 449	-7%
Participations et subventions	12 905	13 091	20 664	9 914	- 10 750	-52%
Charges financières	804	765	801	1 031	230	29%
Charges exceptionnelles	251	191	11 101	18 731	7 630	69%
Amortissements et provisions	3 215	3 247	5 251	7 015	1 764	34%
Dépenses	**41 020**	**41 116**	**60 409**	**58 766**	**- 1 643**	**-3%**
Résultat de fonctionnement	**3 736**	**- 80**	**7 567**	**4 216**	**- 3 351**	**-44%**
Résultat cumulé de fonctionnement	**7 418**	**2 228**	**7 711**	**5 745**	**- 1 966**	**-25%**

Le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire de 4,2 milliards, mais en baisse de 3,3 milliards par rapport à 2020 du fait de la diminution des opérations d'ordre -81%. En effet il faut rappeler qu'en 2020, un transfert dérogatoire de la section d'investissement pour 24 milliards avait été fait au profit de la section de fonctionnement pour le financement des charges COVID.

Les recettes sont donc en (réelles et d'ordre) baisse de 7% (4,99 milliards) en 2021. Cette diminution s'explique par :

- ✔ La baisse des dotations et participation (7,3 milliards) de 16% soit -1,3 milliard;
- ✔ La baisse de la part NC de l'assiette de dotation de 4% (-1,2 milliards)
- ✔ Enfin la diminution des recettes mixtes et d'ordre -81% (en 2020 24 milliards correspondant au transfert dérogatoire des recettes de l'emprunt COVID)

Néanmoins, on peut noter que les recettes réelles sont en augmentation de 33% suite à la hausse des produits exceptionnels de 118% (+14,9 milliards) correspondent à la subvention Etat pour la lutte contre le COVID.

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 3% en 2021 pour s'établir à 58,7 milliards contre 60 milliards en 2020 (soit -1,6 milliard). Cette diminution est principalement liée à la baisse des charges de

personnel et frais assimilés (-0.4% soit 69 millions), et à la diminution des participations et subventions (-52% soit -10,7 milliards).

Les dépenses liées à la santé et régimes sociaux représentent 54% des dépenses globales de fonctionnement. La masse salariale représente 38% des dépenses réelles de fonctionnement en 2021, avec une diminution d'environ 1% des charges par rapport à 2020 (-69 MF). De même, les achats et charges externes sont en diminution de 7% avec 6,1 milliards en 2021 contre 6,7 milliards en 2020 (-449 millions).

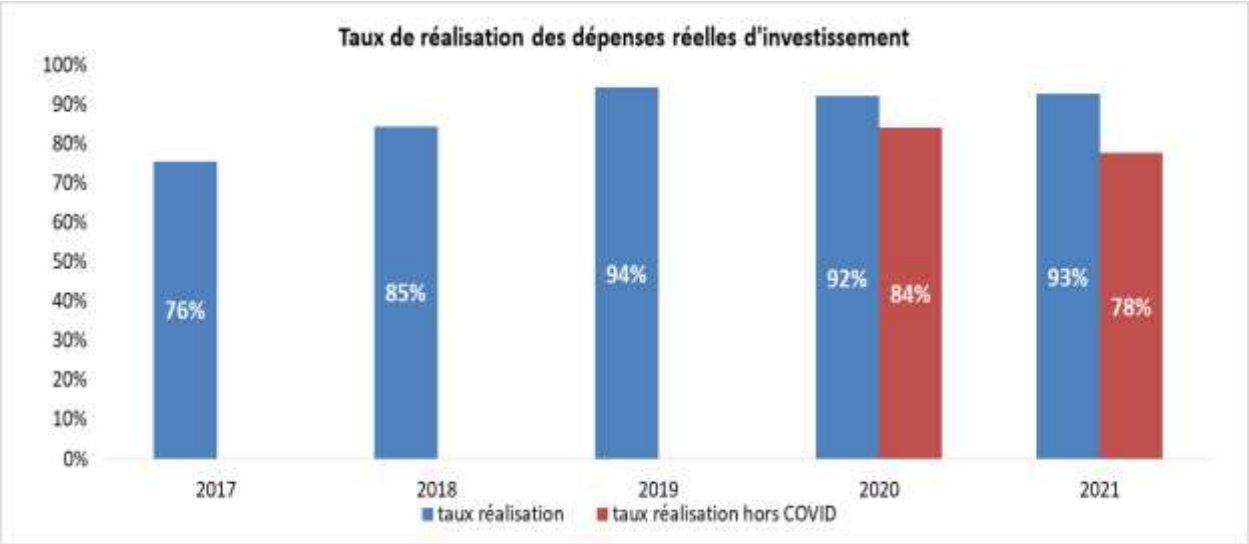
C. Analyse de l'investissement

En MF.CFP

INVESTISSEMENT PROPRE	2 018	2 019	2 020	2021	variation (val) 2020-2021	variation (%) 2020-2021
Recettes propres d'investissement	1 228	635	1 246	1 422	176	14%
Emprunts à long terme	2 778	3 631	27 256	8 816	- 18 440	-68%
Amortissement et opérations patrimoniales	4 572	4 681	6 390	16 609	10 219	160%
Excédent capitalisé	1 206	5 110	2 085	6 203	4 118	198%
Recettes	**9 784**	**14 057**	**36 977**	**33 050**	**- 3 927**	**-11%**
Dépenses d'équipement	7 124	5 609	4 980	3 114	- 1 866	-37%
dont équipement des infrastructures hospitalières	*268*	-	-	-	-	*0%*
Subvention d'équipement	1 610	1 246	948	868	- 80	-8%
Remboursement de la dette en capital	2 300	2 509	2 703	2 827	124	5%
Immobilisations financières	-	60	5 001	8 000	2 999	60%
Opérations pour le compte tiers	226	464	103	101	- 2	-2%
Opérations patrimoniales et d'ordre	2 086	1 897	27 294	17 230	- 10 064	-37%
Dépenses	**13 346**	**11 785**	**41 029**	**32 140**	**- 8 889**	**-22%**
Résultat d'investissement	**- 3 562**	**2 272**	**- 4 052**	**910**	**4 962**	**-122%**
Résultat cumulé de d'investissement	**- 4 148**	**- 1 876**	**- 5 899**	**- 4 988**	**911**	**-15%**

La section d'investissement est excédentaire en 2021, 910 millions, alors qu'elle était déficitaire de -4,1 milliards en 2020. Cette augmentation est due à la diminution des dépenses d'investissement en particulier les dépenses d'équipement -37% (-1,86 milliard), à la baisse des opérations patrimoniales et d'ordre -37% (-10 milliards) par rapport à 2020 (transfert dérogatoire de l'emprunt COVID).

Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement augmente de 1% par rapport à 2020, essentiellement dû aux dépenses de santé liée au COVID et au déficit des régimes sociaux (+62% soit +3 milliards par rapport à 2020).



Les dépenses réelles d'investissement 2021 ont donc augmenté de 8,6% (soit +1,2 milliards) par rapport à 2020. Cette augmentation est essentiellement imputable au versement de 3 milliards effectué à la CAFAT pour financer le chômage partiel et 5 milliards pour le RUAMM.

Néanmoins, hors COVID les dépenses d'investissement sont en diminution de 33%, et s'élevait à 4 milliards en 2021 contre 6 milliards en 2020.

En effet, on remarque une baisse des dépenses en 2021 dans le domaine du transport (-34%), dans l'enseignement (-37%) et dans la coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens (-51%).

D. Ratios financiers de la Collectivité

Ratios financiers	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Références
Taux d'epargne (EB/RRF)	7%	28%	10%	> 15%
Taux d'epargne Net (épargne nette/RRF)	0%	22%	7%	>0%
Dépenses de personnel/RRF	41,0%	39%	38%	< 36%
Niveau d'endettement propre (encours dette/RRF hors financier et exceptionnel)	92%	148%	160%	< 90%
FR au 31/12 en jours de dépenses totales	3	10	4	30 à 60 jrs
Capacité de désendettement (dette/ EB) en années	16	5	12	7 années
Ratio d'endettement consolidé	137%	187%	195%	150%

E. Bilan Covid 2021

L'arrivée du variant Delta en Nouvelle-Calédonie, jusqu'alors Covid-free, a amené l'Etat à placer le territoire en état d'urgence sanitaire.

Depuis, la découverte du premier cas local le 6 septembre 2021, le nombre de cas positifs à la COVID n'a pas cessé d'augmenter et les hôpitaux ont été rapidement saturés.

La progression de la pandémie a amené la Nouvelle-Calédonie à déployer, dans l'urgence, des moyens de lutte contre la COVID qui n'avait pas été prévu (exemple : armement d'hospitels pour désengorger le médipôle, recrutement de personnels complémentaires, dépenses sanitaires …), ainsi que de réactiver les mesures de soutien à l'économie (chômage partiel notamment).

En 2021, les besoins de crédits pour faire face à la crise avaient été estimés à 30,09 milliards.

L'un des principaux enjeux financiers de la collectivité en 2021 a donc été de trouver des sources de financements destinés à alimenter les mesures liées à la crise, et également le soutien des comptes sociaux.

Au final, seuls 25,07 milliards de crédits ont pu être financés et inscrits au budget 2021. Le reliquat de crédits nécéssaires ont été inscrits au budget primitif 2022 (ex : prise en charge des frais funéraire, chomage partiel …)

Le tableau ci-dessous récapitule les crédits inscrits (25,07 milliards) les crédits consommés (24,88 milliards) par type de dépense. Il est à noter que le taux de réalisation s'affiche à 99%.

	2021	
montants en milliards de F.CFP	**Crédits inscrits en 2021**	**pour info, exécution 2021**
DEPENSES DE GESTION DE CRISE	**11,88**	**11,863**
Réquisition des hôtels	*2,48*	*2,99*
Réquisition transport aérien	*3,74*	*3,94*
Gestion des hospitels	*1,12*	*0,92*
Vacation DSCGR et personnel	*0,54*	*0,32*
Dépenses sanitaires DASS	*1,54*	*1,24*
FACS tests, vaccination et indemnisation cas positif	*0,60*	*0,60*
Dépenses de crise urgentes hôpitaux	*1,82*	*1,82*
Subventions aux crèches - personnel prioritaire	*0,03*	*0,03*
Solidarité association ayant œuvré pour la gestion de crise	*0,01*	*0,003*
MESURES ECONOMIQUES	**3,22**	**3,05**
Chômage partiel	*3,05*	*3,05*
Perte/Décalage cotisations sociales	*0,17*	*0,00*
Encadrement et prise en charge des frais funéraires	*0,0*	*0,00*
Remises en état hotels réquisitionnés	*0,0*	*0,00*
MAINTIEN DES REGIMES SOCIAUX	**9,97**	**9,97**
Déficit RUAMM	*9,97*	*9,97*
TOTAL	**25,07**	**24,88**

Les sources de financement de ces crédits proviennent en majorité de l'Etat (subvention de 14,47 milliards) mais ont demandé également à la Nouvelle-Calédonie d'utiliser d'autres solutions d'urgence, comme solliciter des prêts à taux zéro à 3 établissements publics ou ponctionner sur ses fonds propres.

Bilan de 2020 à 2021

Dépenses liées à la crise	2020	2021	Total 2020 et 2021
Dépenses de gestion de crise	6,07	11,86	17,93
Mesures économiques	6,5	3,05	9,55
maintien des régimes sociaux	5,3	9,97	15,27
compensation recettes fiscales	7,6		7,6
TOTAL	**25,47**	**24,88**	**50,35**

Ces dépenses ont été financées de la façon suivante :

Sources de financement	2020	2021	Total 2020 et 2021
Subvention Etat	0,4	14,47	14,87
Prêt COVID AFD 2020	24,92	3,7	28,62
Prêt à taux zéro des établissements publics		4,5	4,5
fonds propres NC	0,15	2,21	2,36
TOTAL	**25,47**	**24,88**	**50,35**

F. Analyse financière de la collectivité

En miliers F.CFP	CA 2019	tx de réal. 2019	CA 2020	tx de réal. 2020	Budget 2021	Taux de réalisation	CA 2021
Recette réelles propres de fonctionnement	11 856 052	103%	11 971 485	100%	13 733 323	97%	13 348 591
Part NC de l'assiette de dotations	27 613 569	95%	29 738 917	98%	29 981 012	95%	28 517 405
Dépenses de personnel (c/012)	16 104 529	99%	15 972 515	98%	16 075 901	99%	15 904 227
Achats et charges externes (c/011)	7 716 851	90%	6 619 450	85%	7 140 204	86%	6 170 215
Participations et subventions (c/ 65)	13 091 421	99%	20 664 412	92%	10 347 115	96%	9 914 156
EPARGNE DE GESTION (hors éléments exceptionnels & COVID)	**2 556 820**	**97%**	**7 431 202**		**7 869 242**	**0%**	**7 595 525**
Produits financiers (c/ 76)	539 743	102%	541 556	108%	173 809	129%	223 855
Frais financiers (c/ 66)	764 599	92%	801 075	85%	1 112 544	93%	1 031 380
EPARGNE BRUTE (hors éléments exceptionnels & COVID)	**2 331 963**	**99%**	**7 233 497**		**7 263 525**	**0%**	**7 121 018**
+ Produits exceptionnels (c/ 77)	517 661	190%	1 260 724	116%	15 826 783	102%	16 171 073
+ Transfert COVID inv. au fonc. (7785)			**23 639 618**	**100%**	**1 919 809**	**100%**	**1 919 809**
- Charges exceptionnelles (c/ 67)	190 618	67%	11 100 535	86%	19 592 285	96%	18 730 867
- Remboursement de la dette en capital	2 508 975	100%	2 703 361	99%	2 827 664	95%	2 826 892
EPARGNE NETTE (en réintégrant les éléments excp. & COVID)	**150 031**	**-80%**	**9 290 953**		**1 794 393**	**0%**	**2 858 365**
+ Recettes d'investissement (hors dette et 1068)	635 494	47%	1 245 959	64%	2 501 211	57%	1 422 288
+ Recettes d'emprunt(s)	**3 630 882**	**102%**	**27 256 304**	**88%**	**9 218 031**	**96%**	**8 816 468**
+ Dotations, fonds divers et réserves (1068)	5 110 030	100%	2 084 608	100%	6 202 883	100%	6 202 883
- Transfert COVID inv. au fonc. (1068)			**23 639 618**	**100%**	**1 919 809**	**100%**	**1 919 809**
- Dépenses d'investissement (hors dette)	7 379 133	93%	11 031 846	91%	13 235 870	91%	12 083 031
Recettes réelles de fonctionnement totales	**40 527 024**	**98%**	**43 512 683**	**99%**	**59 714 926**	**98%**	**58 260 923**
Depenses réelles de fonctionnement totales	**37 868 019**	**97%**	**55 157 986**	**91%**	**57 012 679**	**96%**	**54 495 475**
Recettes réelles d'investissement totales	**9 376 406**	**94%**	**30 586 871**	**87%**	**17 922 125**	**92%**	**16 441 639**
Depenses réelles d'investissement totales	**9 888 107**	**94%**	**13 735 207**	**92%**	**16 063 534**	**93%**	**14 909 923**
Recettes mixtes et d'ordre	5 189 420	25%	9 298 441	57%	36 270 809	0%	25 612 597
Dépenses mixtes et d'ordre (Provisions)	5 144 143	30%	8 905 752	50%	34 628 765	0%	19 580 509
Résultat de l'exercice	**2 192 582**		**3 514 441**		**0**	**0%**	**5 126 369**
Fonds de roulement fin d'exercice (Résultat cumulé)	**352 759**		**1 812 441**		**1 812 441**	**0%**	**735 926**
Ratios financiers							
** Note RRF = Recettes Réelles de Fonctionnement; FDR = Fonds de roulement; EB = Epargne Brute*							
Taux d'épargne (EB/RRF hors fin & excp.)	6%		18%		17%	0%	17%
Dépenses de personnel/ RRF	41%		39%		37%	0%	38%
Niveau d'endettement propre (encours dette/RRF)	92%		148%		153%	0%	160%
Niveau d'endettement propre (encours dette/RRF) *Hors emprunt COVID*	92%		87%		78%	0%	81%
Capacité de désendettement ou solvabilité (Dette/EB) en années	16		5		15	0%	12
FDR au 31/12 en jours de dépenses totales	3		10		9	0%	4
Ratio d'endettement consolidé (dette propre + dette garantie/ RRF hors fin & excp.)	137%		187%		187%	0%	195%

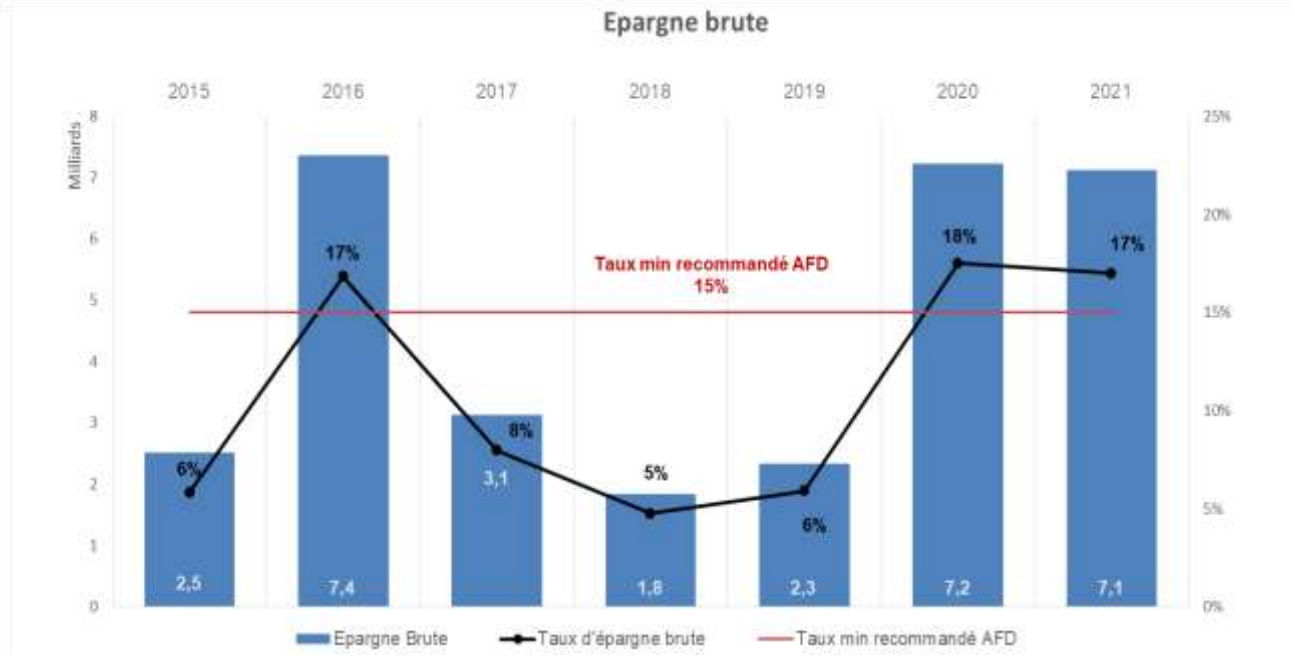
G. Les ratios clés de la collectivité

La santé financière d'une collectivité s'apprécie à partir de plusieurs éléments clés :

1. **Sa capacité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour financer ses dépenses d'investissement** (et notamment rembourser les emprunts contractés liés à ces investissements)

Il s'agit de **l'épargne brute**, à savoir la part des ressources propres disponible (notamment les recettes fiscales) après avoir financé les dépenses récurrentes de fonctionnement de la collectivité (les dépenses d'interventions, les charges de personnel, les intérêts d'emprunt, les autres charges fixes…). Le ratio pris en compte en 2021 neutralise les flux du prêt exceptionnel COVID.

Epargne brute (hors éléments exceptionnels) :



Comme le montre ce graphique, l'épargne brute de la Nouvelle-Calédonie (après neutralisation des flux COVID) s'élève à 7,1 milliards en 2021, la positionnant au même niveau qu'en 2020. Elle représente ainsi 17 % des recettes réelles de fonctionnement, soit un niveau supérieur à celui recommandé par les bailleurs de fonds (15%).

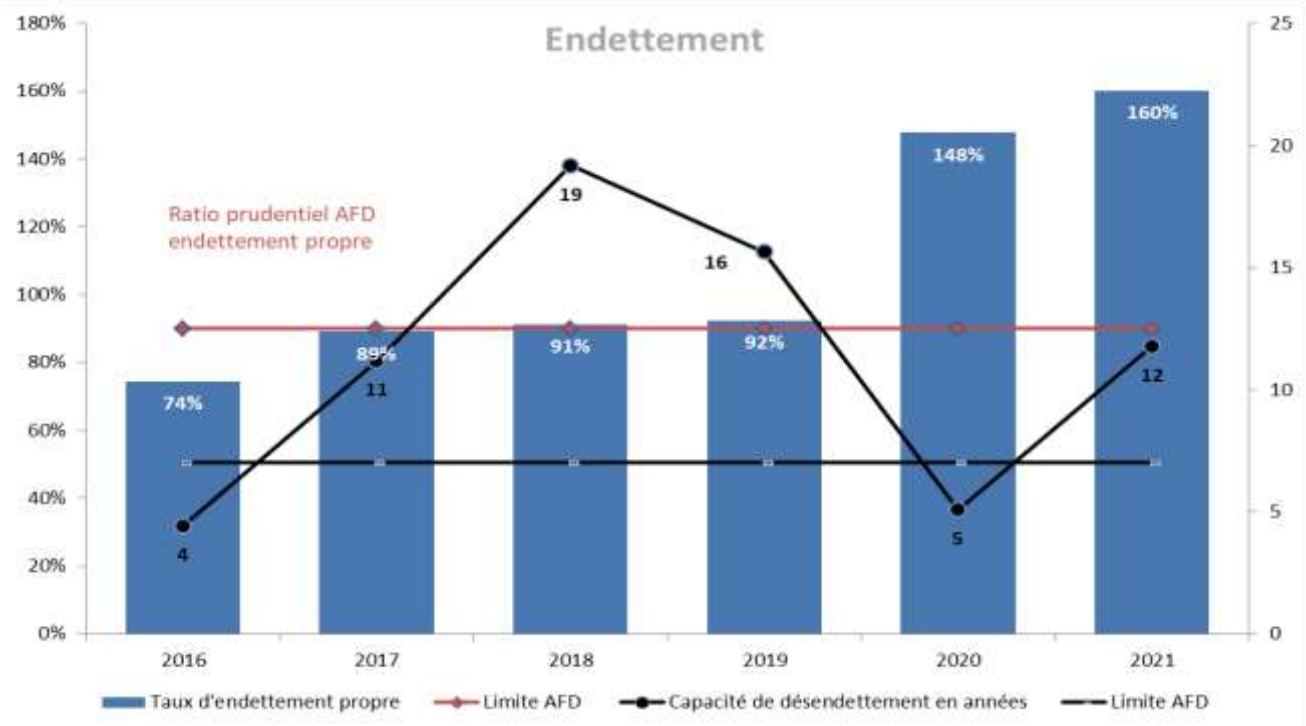
L'épargne brute reste stable suite à la maîtrise exceptionnelle des dépenses hors COVID en 2021. Ainsi on observe une réduction des dépenses de personnel de 0,4% (-69 millions), des participations et subventions hors COVID de 14% (soit -1,6 milliards), et des charges externes hors COVID de 7% (soit 449 millions).

2. Son niveau d'endettement

Les indicateurs d'endettement s'apprécient :

- en rapportant le stock de dette aux recettes de fonctionnement (taux d'endettement = part des recettes de fonctionnement consacrée au remboursement de la dette si la collectivité devait la rembourser intégralement)
- en rapportant le stock de dette à l'épargne brute (combien d'années faudrait-il à la collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette par de l'épargne brute, sans nouvelles dépenses d'investissement correspond à la ***capacité de désendettement de la collectivité***).

L'histogramme ci-dessous correspond au stock de dette propre rapporté aux recettes de fonctionnement 2021. Pour la quatrième année consécutive, ce rapport dépasse le seuil recommandé par l'AFD (160% pour un seuil à 90%). En effet, cette tendance s'est accrue en 2020 en raison de la contractualisation d'un prêt exceptionnel auprès de l'AFD afin de faire face à une situation exceptionnelle liée à la crise à la COVID. La capacité de désendettement s'élève donc à 12 années contre un seuil de 7 ans recommandé par l'AFD.



L'encours de dette de la collectivité s'élevait ainsi à 67 milliards à fin 2021 contre 61,1 milliards en 2020, soit une augmentation de 10%. Cette hausse de la dette en 2021 est due à la contractualisation d'un emprunt de 28,6 milliards avec l'AFD et des emprunts aux établissements publics de 4,5 milliards pour faire face à la crise COVID (seuls 24,9 milliards de tirages ont été effectués en 2020 et le reliquat en 2021). Ces sommes sont destinées à financer les mesures de lutte contre le virus et les dispositifs de soutien à l'économie.

Le niveau d'endettement propre de la collectivité s'élevait, de manière exceptionnelle, à 146% en 2020 et s'établit en 2021 à 160%, soit une hausse de 12 points sur la période, pour **un seuil d'alerte fixé à 90% par**

nos bailleurs de fonds. Les marges de manœuvre de la collectivité en matière de recours à l'emprunt apparaissent donc très limitées.

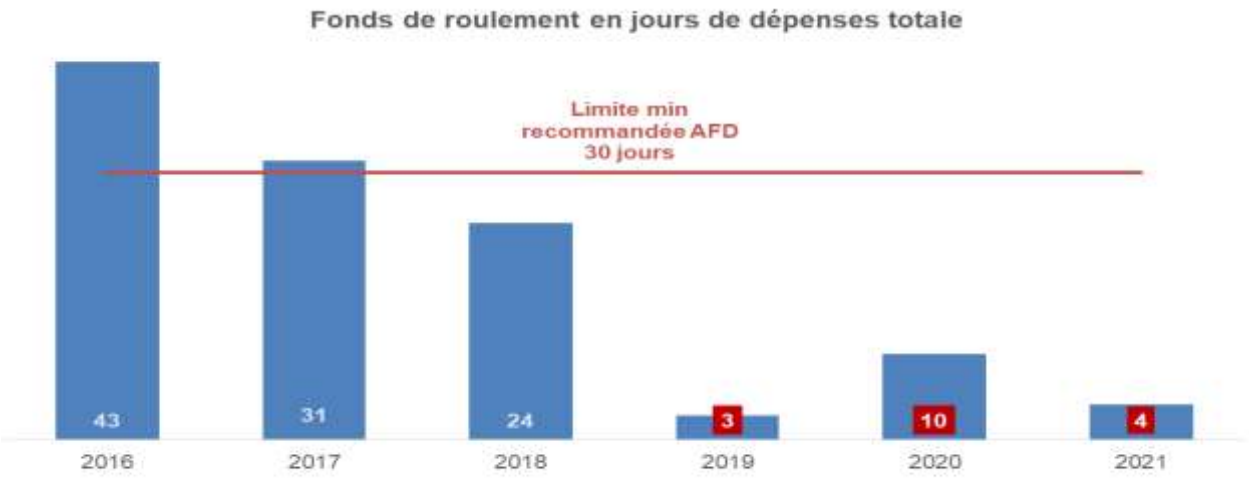
3. Sa capacité à dégager un fonds de roulement nécessaire au bon fonctionnement de la collectivité

Dégager et maintenir un fonds de roulement raisonnable est vital pour le bon fonctionnement de toute collectivité, il permet d'assurer des délais de paiement convenables.

Le fonds de roulement de la Nouvelle-Calédonie a accusé des diminutions successives et importantes depuis 2016, dues à des ponctions répétitives destinées à maintenir l'investissement public. Néanmoins, il enregistre une amélioration sensible en 2020, pour ensuite diminuer en 2021 et s'établir à 4 jours des dépenses totales.

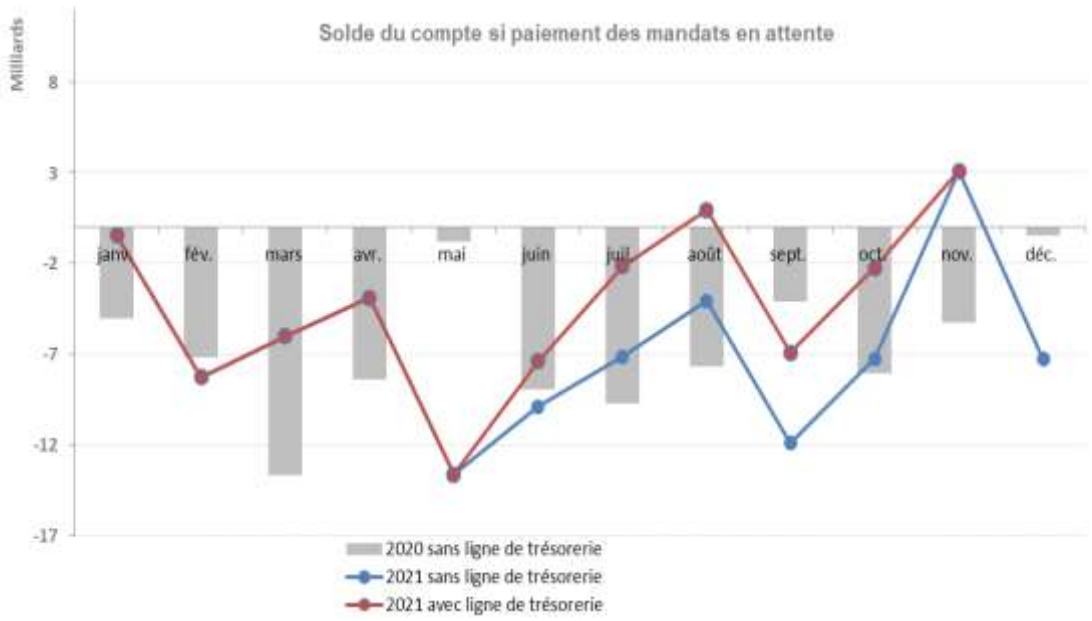
Le fonds de roulement s'élève ainsi à 757 millions en 2021, contre 1,8 milliard en 2020 ; cette diminution pénalise la collectivité, il ne couvre que 4 jours de dépenses totales de collectivité, et n'atteint donc pas le seuil recommandé de 30 à 60 jours depuis 2018.

On note que le fonds de roulement reste faible, suite à l'augmentation des charges exceptionnelles +68% soit +7,6 milliards par rapport à 2020 (dépenses COVID, subvention RUAMM et subventions hôpitaux/ASSNC). Malgré une rationalisation des dépenses de fonctionnement la collectivité n'a pas pu dégager un fond de roulement suffisant pour atteindre le seuil recommandé par l'AFD.



H. La trésorerie

La trésorerie est un paramètre financier critique pour la collectivité. Depuis le 2ème trimestre 2018, la Nouvelle-Calédonie subit de fortes tensions de trésorerie, qui peut la contraindre à geler ses paiements durant plusieurs semaines, et par conséquent qui l'amène à définir des ordres de paiement auprès du comptable public journalièrement.



Durant toute l'année 2021, la trésorerie de la Nouvelle-Calédonie n'a été que rarement excédentaire malgré la mobilisation de la ligne de trésorerie de 5 milliards. Les dépenses pioritaires liées à al crise sanitaire et au maitien des régimes sociaux l'ont obligé à retarder certains paiements, , notamment, ceux des dotations aux collectivités et aux établissements publics. Pour autant, dans ce contexte inédit, la Nouvelle-Calédonie a pu honorer tous ses paiements 2021, grâce à l'appui de l'etat et de 3 de ses établissements publics (PANC, OPT et FNI).

II. ANALYSE DES BUDGETS ANNEXES

A. Le Budget annexe de reversement

En MF.CFP

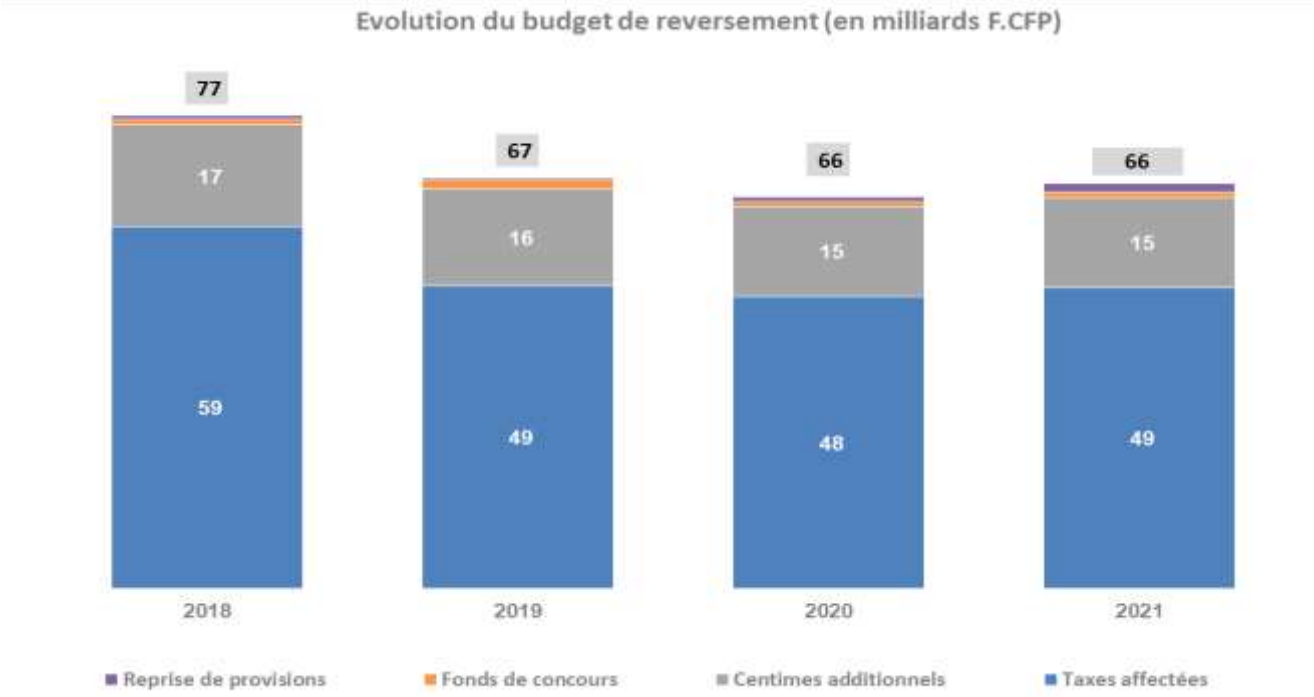
Budget annexe de reversement	2018	2019	2020	2021	Variation 2019-2020	
Taxes affectées	59 044	49 367	47 656	49 146	1 490	3%
Centimes additionnels	16 570	15 763	14 655	14 622	- 33	0%
Fonds de concours	1 085	1 614	781	891	110	14%
Reprise de provisions	539	270	833	1 407	574	69%
Autres recettes	-	-	1 596	2	- 1 594	-100%
Recettes du budget annexe de reversement	**77 238**	**67 014**	**65 521**	**66 067**	**546**	**1%**
Taxes affectées (restitions incluses)	56 683	50 667	48 890	49 002	112	0%
Centimes additionnels (restitions incluses)	16 118	15 574	14 007	14 843	836	6%
Fonds de concours	671	1 099	1 027	616	- 411	-40%
Dotations aux provisions	1 308	1 385	890	1 000	110	12%
Versement ASSNC (pertes de cotisations sociales)			1 500	-	- 1 500	-100%
ANV, titres annulés /ex. ant.	304	170	276	83	- 193	-70%
Reversement au budget propre	-	-	-	-	-	
Dépenses du budget annexe de reversement	**75 084**	**68 895**	**66 590**	**65 544**	**- 1 046**	**-2%**
Résultat du budget annexe de répartition	**2 153**	**- 1 881**	**- 1 069**	**523**	**1 592**	**149%**
Résultat cumulé de répartition	**8 846**	**6 965**	**5 897**	**6 420**	**523**	**9%**

Reports	**3 004**
Résultat cumulé après reports	**3 416**

Avec un niveau total de recettes de 66,1 milliards et des dépenses de 65,5 milliards, **le résultat de gestion 2021 du budget de reversement est excédentaire de 523 millions (+149%).**

Après intégration des 5,9 milliards de fonds de roulement 2020, l'excédent cumulé de ce budget s'élève à 6,4 milliards.

Après déduction des restes à réaliser de l'exercice (3 milliards), le résultat réel disponible pour affectation en 2022, ne serait néanmoins plus que de **3,4 milliards.**



Comme le montre le graphique ci-dessus, les recettes du budget de reversement augmente légèrement de 1% soit 546 millions par rapport à 2020 (66 milliards en 2021 contre 65,5 milliards en 2020).

En effet, les taxes affectées sont en augmentation de 1,5 milliard par rapport à 2020 (+3%). Cette hausse provient principalement de la taxe sur les assurances (+873 millions), CCS sur IRVM (+274 millions), et taxe sur la régie des tabacs (+161 millions). Cependant, d'autres taxes sont en diminution telle que la taxe sur l'alcool et le tabac (-256 millions entre 2020 et 2021).

Les recettes des centimes additionnels restent stables par rapport à 2020. En effet, les recettes en 2020 s'établissaient à 14,65 milliards et en 2021 celles-ci s'établissent à 14,62 milliards. Cependant, elles restent en dessous des rendements de 2019 et 2018 entre 7 et 12 pourcent, en particulier sur la taxe sur les jeux(-26% par rapport à 2018), droits d'enregistrement (-23% par rapport à 2018) et impôt sur le revenu des valeurs mobilières (-12% par rapport à 2018).

Les fonds de concours qui diminuaient sur la période 2019-2020 de 52% sont en augmentation en 2021 de 14% soit +110 millions par rapport à 2020. Les fonds de concours sont rythmés en partie par des dotations non fiscales et une exécution des programmes annuels. On remarque que les dépenses des fonds ne sont pas exécutées de façon optimale, ce qui génère un excédent non utilisé assez conséquent.

Par ailleurs, certaines recettes du budget de reversement ont été affectées au budget de répartition en 2020 pour un montant global de 1,971 milliard afin de compenser la baisse des recettes fiscales impactant directement les dotations aux collectivités.

B. Budget annexe de répartition

En MF.CFP

Budget annexe de répartition	2018	2019	2020	2021	Variation 2019-2020	
Vente de la régie des tabacs	8 108	7 609	7 935	8 199	264	3%
Recettes fiscales de l'assiette	106 278	115 379	112 787	109 414	- 3 373	-3%
Recettes de l'Etat pour le FIP	15	2	-	-	-	
Remboursement trop versés provinces	-	1 864	-	703	703	100%
Compensation perte de recettes fiscale AFD			7 600	-	- 7 600	-100%
Reprises de provisions	691	2 781	3 799	-	- 3 799	-100%
Recettes du budget annexe de répartition	115 092	127 635	132 121	118 315	- 13 806	-10%
Dotations aux provinces et communes	82 364	79 228	82 965	80 201	- 2 764	-3%
Dotation NC	28 528	27 614	29 739	28 517	- 1 222	-4%
Charges régie de tabac et var stock tabacs	1 419	1 337	1 244	1 290	46	4%
Provisions	261	2 182	903	-	- 903	-100%
ANV, restitution, titre annulés /ex. ant.	5 617	12 341	13 324	10 770	- 2 554	-19%
Dépenses du budget annexe de répartition	118 189	122 702	128 175	120 778	- 7 397	-6%
Résultat du budget annexe de répartition	- 3 097	4 933	3 946	- 2 463	- 6 409	-162%
Résultat cumulé de répartition	1 818	6 751	10 697	8 234	- 2 463	-23%

Reports	2 323
Résultat cumulé après reports	5 911

Le budget de répartition affiche un résultat de gestion 2021 de -2,5 milliards.

Après l'ajout de l'excédent des années précédentes (10,7 milliards), **le résultat cumulé 2021 se clôture sur un excédent de 8,2 milliards.**

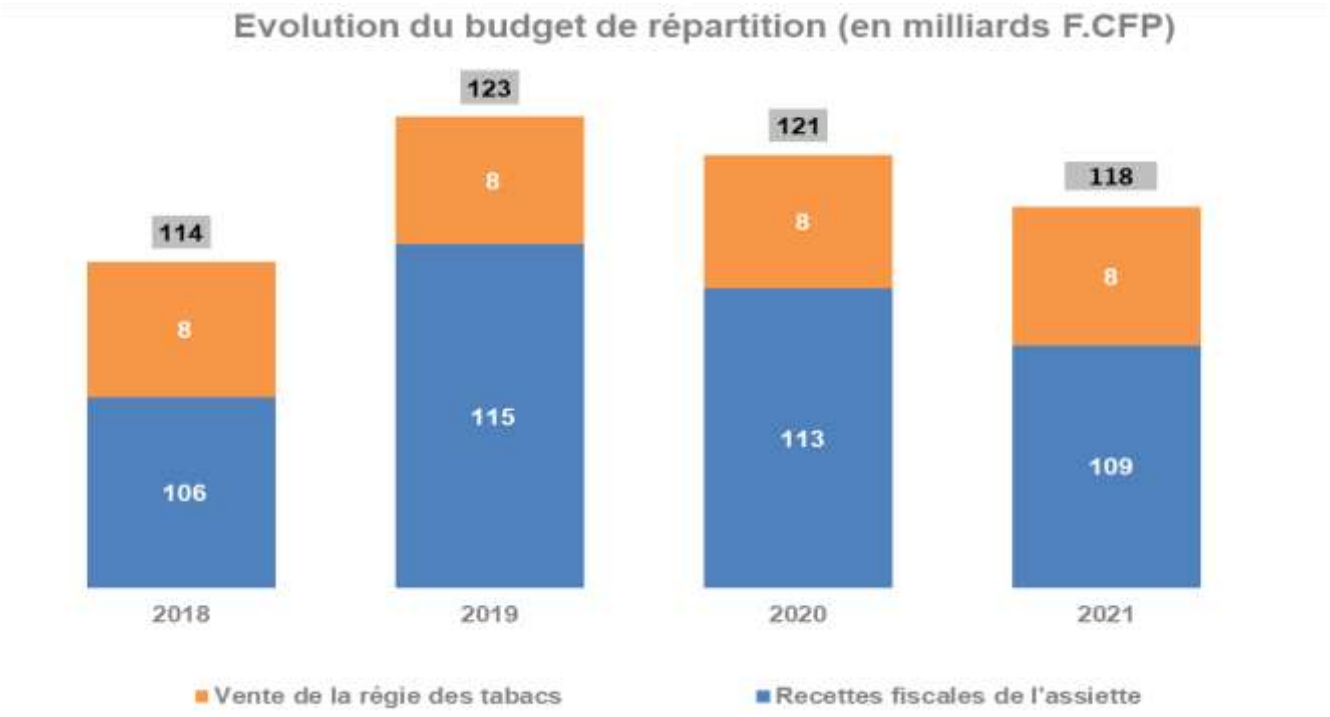
Après retranchement des restes à réaliser de l'exercice pour 2,3 milliards (correspondant au cumul des dotations du FIP équipement non versées aux communes entre 2013 et 2020, compte tenu de l'avancement de leurs projets), 5,9 milliards seraient disponibles pour affectation au budget 2021.

La reprise anticipée du résultat a permis d'alimenter l'assiette des dotations 2021 pour un montant de 7,6 milliards et ainsi de la maintenir à 110 milliards.

Le budget de répartition est alimenté par des impôts directs et indirects. Les impôts directs représentent la plus grande partie de l'assiette, il s'agit principalement de l'impôt sur les sociétés à 30% (IS30), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) etc… Les impôts indirects concernent plus spécifiquement les taxes douanières (TGI, TBI, auxquelles se substitue aujourd'hui la TGC), les droits de douanes, ainsi que les droits d'enregistrement.

Les recettes fiscales « titrées » reposent sur des droits constatés, qui correspondent aux rôles (avis d'imposition) et redressements.

De façon globale, le budget de répartition est orienté à la baisse depuis 2013 (hors 2019 en lien avec la création de la taxe sur les services « métallurgie » et un meilleur rendement de l'IRPP).



En droits constatés, le budget de répartition de l'année 2021 a également été impacté par la crise COVID et les échéances institutionnelles. Plusieurs impôts ont été concernés :

- La TGC a enregistré une baisse de 1,3 milliard par rapport à 2020. En effet, les entreprises ont stockés davantage en 2020 afin d'éviter une pénurie de denrées;
- L'impôt sur le revenu (21% des recettes de l'assiette répartition) a diminué de 305 millions ;
- L'impôt sur les sociétés à 30% a diminué de 2,500 milliards par rapport à 2020.

Cependant, d'autres impôts du budget de répartition, avec la même assiette, ont vu leur rendement augmenter par rapport à 2019 malgré la crise COVID. Ce constat s'explique principalement par les mesures de sauvegarde prises par le gouvernement et l'Etat, notamment à travers les PGE, les reports de paiement des cotisations sociales, les mesures exceptionnelles de chômage partiel. En effet, grâce à ces dispositifs, les entreprises calédoniennes ont continué à produire et à bénéficier de la trésorerie nécessaire pour maintenir leur activité, et la consommation a été largement soutenue. Ainsi :

- Les droits de douane relatifs à l'importation des marchandises enregistrent une augmentation de 9% (+653 millions) due à un déstockage massif des entrepôts notamment en matière de carburant et de véhicule en fin d'année ;
- Les recettes sur les tabacs (+180 millions), certainement en lien avec la fermeture des frontières,
- L'impôt sur les sociétés à 35% (mines) s'est amélioré de 176 millions.
- L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières lié à la distribution des dividendes s'est amélioré d'environ 537 millions ainsi que la contribution additionnelle à l'IS pour 207millions.